

MJ
N°54
DU25/01/2019

GREFFE DE LA COUR
D'APPEL D'ABIDJAN
SERVICE INFORMATIQUE

ARRET CIVIL

CONTRADICTOIRE

2^{ème} CHAMBRE

AFFAIRE :

M. KOUAME MARC ARNAUD
(ME TIA KONAN HELENE)

C/

AD de FEU GOBOLO GUIBI
(En personnes)



18008

REPUBLICQUE DE COTE-D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail

COUR D'APPEL D'ABIDJAN- COTE D'IVOIRE

2^{ème} CHAMBRE CIVILE ET COMMERCIALE

AUDIENCE DU VENDREDI 25 JANVIER 2019

La Cour d'Appel d'Abidjan, 2^{ème} Chambre civile et commerciale, séant au Palais de Justice de ladite ville, en son audience publique ordinaire du **vendredi 25 janvier deux mil dix-neuf**, à laquelle siégeaient :

Madame **SORI HENRIETTE**, Présidente de chambre, PRESIDENTE,

Madame **OUATTARA M' MAM** et Madame **N' GUESSAN AMOIN HARLETTE**, Conseillers à la Cour, MEMBRES,

Avec l'assistance de Maître **COULIBALY YAKOU MARIE -JOSEE**, Secrétaire des Greffes et Parquets, Greffier,
A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE : Monsieur **KOUAME MARC ARNAUD**, majeur, de nationalité Ivoirienne, demeurant à Agnissankoi / Abobo ;

APPELANT ;

Représenté et concluant par MAITRE TIA KONAN HELENE, Avocat à la Cour, son conseil ;

AYANTS droit de Feu GOBOLO GUIBI à savoir :

D'UNE PART ;

ET : 1/ Monsieur **GOBOLO Camus**, né le 30 décembre 1989 à Guéménédou / Gagnoa, de nationalité Ivoirienne;

2/ Monsieur **GOBOLO Marie Paul Guibi** né le 17 décembre 1986 à kakredou /Gagnoa ;

3/ Monsieur **GOBOLO Agbadou Daniel**, né le 05 Janvier 1993 à Abobo

4/ Monsieur **LEKPLI KEVIN**, né le 15 décembre à Guéménédou / Gagnoa ;

INTIMES;

Comparant et concluant en personne;

D'AUTRE PART ;

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS : Le Tribunal de Première Instance d' Abidjan-Plateau, statuant en la cause, en matière de civile a rendu le jugement N° 4241 du 26 décembre 2017 non enregistré aux qualités duquel il convient de se reporter ;

Par exploit en date du Mardi 27 février 2018, Monsieur TIMBO BOUBACAR a déclaré interjeter appel du jugement sus-énoncé et a, par le même exploit assigné les Ayants droit de feu GOBOLO GUIBI à comparaître par devant la Cour de ce siège à l'audience du vendredi 23 Mars 2018 pour entendre infirmer ledit jugement ;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite au Rôle Général du Greffe de la Cour sous le N°481 de l'année 2018

Appelée à l'audience sus-indiquée, la cause après des renvois a été utilement retenue le 19 Octobre 2018 sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du 25 janvier 2019 ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

Advenue l'audience de ce jour vendredi vingt-cinq janvier 2019, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR

Vu les pièces du dossier ;

Ouï les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EXPOSE DU LITIGE

Par exploit en date du 27 février 2018, de maître KPOKPA IBO Félix, huissier à Abidjan, Monsieur KOUAME Marc Arnaud a déclaré relever appel de l'ordonnance de référé n°4241/17 rendue le 26 décembre 2017 par le Tribunal de Première Instance d'Abidjan Plateau qui, en la cause, a statué ainsi comme suit :

« Statuant publiquement, contradictoirement, suivant la procédure de référé et en premier ressort ;

Au principal, renvoyons les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront, mais à présent, vu l'urgence ;

Déclarons recevable et partiellement fondée l'action des ayants droit de feu GOBOLO Guibi ;

Ordonnons l'expulsion de KOUAME Marc tant de sa personne, de ses biens que de tous occupants de son chef ;

Disons sans objet la demande tendant à l'exécution provisoire ;

Mettons les frais de la procédure à la charge du défendeur » ;

Des énonciations de l'ordonnance querellée il résulte que GOBOLO Camus, GOBOLO Mare Paul Guibi, GOBOLO Agbadou Daniel et GOBOLO Lekpli Kévin, tous ayants droit de GOBOLO Guibi ont assigné KOUAME Marc à comparaître devant la juridiction des référés pour entendre ordonner son expulsion de l'appartement sis à Abidjan Abobo dont ils sont propriétaires que celui-ci occupe suivant un bail d'habitation ;

Suivant ordonnance dont appel, la juridiction saisie a ordonné l'expulsion de KOUAME Marc des lieux qu'il occupe pour non-paiement des loyers ;

En cause d'appel, KOUAME Marc Arnaud sollicite l'infirmer de l'ordonnance querellée au motif qu'il n'a jamais reçu de sommation de payer ni de congé ni même une assignation en expulsion avant de se voir signifier cette décision ordonnant son expulsion de la maison qu'il occupe ;

Ainsi, n'ayant jamais eu connaissance de la procédure, il estime que c'est à tort que la décision a été rendue contradictoirement ;

Il prie la Cour d'infirmer ladite ordonnance et statuant à nouveau, débouter les ayants-Droit de GOBOLO Guibi de toutes leurs demandes ;

DES MOTIFS

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

Les ayants-droit de GOBOLO Guibi n'ont pas été assignés à leur personne, n'ont pas déposé d'écritures, n'ont pas comparu ni personne pour eux ;

Il n'est pas établi qu'ils ont eu connaissance de la procédure de sorte qu'il y a lieu de statuer par défaut;

Sur la recevabilité de l'appel

L'ordonnance entreprise a été signifiée le 25 juin 2018 ; L'appel interjeté le 26 juin 2018 est intervenu dans le délai légal ;

Il sied de le déclarer recevable ;

AU FOND

Sur le caractère de l'ordonnance querellée

KOUAME Marc Arnaud conteste le caractère contradictoire de l'ordonnance attaquée, soutenant qu'il n'a pas reçu d'assignation à comparaître devant le juge des référés ;

Cependant il ressort de ladite ordonnance qu'il a été assigné à personne ; Aucun élément de preuve n'étant produit pour soutenir les allégations de l'appelant, l'ordonnance mérite d'être confirmée sur ce point ;

Sur l'expulsion

Il résulte des dispositions de l'article de la loi n°2018 -575 du 12 novembre 2018 réglementant les rapports des bailleurs et des locataires des locaux d'habitation que l'obligation principale du locataire est le paiement du loyer de sorte que le non-paiement ou le paiement irrégulier du loyer est une cause de résiliation ;

En l'espèce, KOUAME Marc Arnaud ne conteste pas les arriérés de loyer qui lui sont imputés ;

Il convient en conséquence de confirmer l'ordonnance portant expulsion pour non-paiement de loyers ;

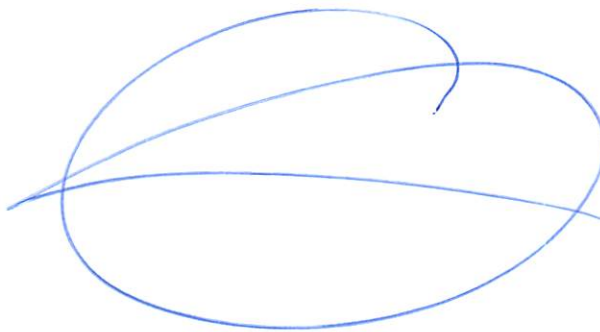
Sur les dépens

KOUAME Marc Arnaud succombe, il doit supporter les dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut, en matière civile et en dernier ressort ;

Déclare KOUAME Marc Arnaud recevable en son appel ;
L'y dit mal fondé ;
Confirme l'ordonnance entreprise en toutes ses dispositions ;
Met les dépens à la charge de KOUAME Marc Arnaud.



NS 00 28 28 10

D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le..... 03 MAI 2019.....
REGISTRE A.J. Vol..... F°.....
N°..... Bord.....
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre



